

## Think Education : les propositions des candidats François Fillon et Jean-Luc Mélenchon pour l'ESR

Paris - Publié le vendredi 10 février 2017 à 9 h 40 - Essentiel n° 86570

Installation de pré-requis par filière pour l'entrée en licence, intégration dans le PIA de financements permettant la collaboration entre enseignement supérieur public et privé pour François Fillon ; création d'une université nationale, suppression du HCERES et du CIR pour Jean-Luc Mélenchon : telles sont quelques-unes des propositions défendues par les deux candidats à l'élection présidentielle de 2017, et défendues par leurs représentants, Patrick Hetzel, député les Républicains pour François Fillon et Hendrik Davi, chercheur à l'Inra pour Jean-Luc Mélenchon, lors du débat « Quelles politiques pour l'enseignement supérieur ? » à l'occasion de Think Education organisé par News Tank à l'Université Paris Dapuhine le 07/02/2017.

Patrick Hetzel et Hendrik Davi étaient interpellés par François Cansell, président de la Cdefi ; Jean-Michelle Nicolle, président de l'UGEI ; Anne-Lucie Wack, présidente de la CGE et François Germinet, président de la commission formation professionnelle de la CPU.

Parmi les thèmes abordés figurent l'orientation, la réussite en licence, la place de l'enseignement privé et ses liens avec le public, la diversité sociale ou encore l'interministériel et l'autonomie des établissements et leurs moyens.

### La réussite en licence

Question d'Anne-Lucie Wack, présidente de la CGE

« La CGE représente 222 grandes écoles et 40 % des diplômés de grade master du pays. Les écoles sont un acteur de poids dans l'enseignement supérieur et ont des choses à dire. La CGE réfléchit à la présidentielle depuis un certain temps : nous avons fait un sondage et menée une réflexion collective qui nous a amené à poser un certain nombre de questions pour que les politiques se saisissent des enjeux de l'ESR pour la présidentielle », déclare Anne-Lucie Wack, présidente de la CGE, en propos liminaire.

Elle interroge les représentants des candidats à la présidentielle sur leur vision pour favoriser la « réussite en licence ».

Patrick Hetzel, les Républicains

« La loi LRU a posé une mission supplémentaire à l'enseignement supérieur : celle de l'insertion professionnelle. On ne peut pas parler de réussite étudiante en passant sous silence l'insertion professionnelle », déclare Patrick Hetzel.



Anne-Lucie Wack, présidente de la CGE - © Seb Lascoux

Concernant la réussite en licence, il considère nécessaire de « gérer la question des flux, qui doit passer par l'installation de pré-requis selon les filières », et estime qu'« on ne peut pas dissocier la question de la réussite en licence du lien avec le lycée ».

« Le lycée doit contribuer dans les filières générales et technologiques à la préparation à l'enseignement supérieur et dans les filières professionnelles avoir des filières pour assurer la réussite ».

## La formation tout au long de la vie

Patrick Hetzel évoque la question de la question de la FTLV, « qui est un travail de fond que l'on doit collectivement mener parce que, en France, nos jeunes se posent la question de l'ESR sous l'angle de la formation initiale, alors que dans les pays voisins comme l'Italie, l'Espagne, l'enseignement supérieur est conçu avec des allers-retours entre vie professionnelle et études. C'est pourquoi nous souhaitons développer l'apprentissage notamment dans l'enseignement supérieur. »

Patrick Hetzel souligne qu'« un gros travail a été fait dans l'enseignement supérieur, les universités se sont saisies de la question de l'apprentissage où il se développe et permet de traiter la question des ressources qui ne doit pas être vue simplement à travers les droits d'inscription ou le spectre du budget de l'Etat ».

François Cansell, président de la Cdefi

« La question de l'échec en premier cycle concerne moins les écoles d'ingénieurs, mais nous sommes aujourd'hui dans une situation où 80 % d'une classe d'âge passe le bac général et 20 % le bac pro. On fait croire à ces jeunes qu'ils ont le même bac que le général, mais ils n'ont pas les mêmes acquis et les mêmes compétences ! », estime François Cansell, président de la Cdefi.

« Si on veut qu'ils poursuivent leurs études, il faut faire des liens avec le lycée, adapter des filières à l'université avec les écoles d'ingénieurs. Il faut amener ces jeunes à un diplôme professionnalisant qui leur permet de trouver un travail ou de continuer leurs études. »

Hendrik Davi, la France insoumise



Hendrik Davi, la France insoumise - © Seb Lascoux

« Il faut prendre de la hauteur. Nous faisons face à des défis énorme à l'échelle planétaire : comment nourrir dix milliards d'individus ? Comment faire face au changement climatique ? Face à ces défis les missions de l'ESR sont les suivantes :

- produire des savoirs ;
  - transmettre des savoirs à tous, c'est pourquoi nous voulons aussi des universités populaires ;
- transférer ces savoirs vers le milieu économiques.

Nous pensons qu'il faut se donner les moyens de permettre à tous les étudiants qui le veulent de poursuivre des études. Les grandes écoles nous apprennent qu'avec un fort taux d'encadrement, les résultats sont meilleurs. Il faut s'en inspirer !

« Nous proposons un revenu de 800 € pour les étudiants sur critère sociaux

Nous proposons un revenu de 800 € pour les étudiants sur critères sociaux pour leur éviter de travailler en parallèle de leurs études, ce qui est une des causes de l'échec.

Nous proposons une université nationale, qui permet de faire sa licence en deux ans ou trois ans ou quatre ans, avec la possibilité de suivre des cursus complémentaires dans différents établissements. Tout cela demande des moyens, nous y reviendrons. »

François Germinet, représentant de la CPU

« A chaque fois qu'on me parle de l'échec en licence, ça m'énerve. Il y a un problème d'orientation, pas d'échec. Si vous nous donnez les moyens de travailler l'orientation, il n'y aura plus de sujet.

L'université est un moteur de réussite plus qu'une machine à échec. Les universités accueillent tous les étudiants et les amènent en licence, ceux qui sortent de BTS en licence professionnelle, et puis elles les insèrent sur le marché du travail. »

## L'orientation

Question de François Germinet, représentant de la CPU

« L'université, et c'est la position de la CPU, vit très mal le tirage au sort. Quelle image renvoie-t-on ? Nous sommes en train de mettre à plat le recrutement en master, la question de celui en licence se pose. Il faut travailler les flux différemment en fonction des types de baccalauréats ».

Hendrik Davi, France insoumise

« Sur la question de l'orientation, il faut revoir APB, cela ne fonctionne pas du tout. Il faut également reprendre l'orientation au lycée.

Il est faux de dire qu'un bachelier professionnel ne peut pas suivre d'études supérieures si c'est vraiment son souhait et pas seulement un choix par défaut. Il existe des dispositifs avec des années de rattrapage. Il existe des succès d'étudiants en BTS qui font un doctorat.

Il est important d'avoir une certaine souplesse, d'imaginer des différents parcours. Une université nationale permettra d'avoir de la flexibilité sur les parcours. »

## L'enseignement supérieur privé

Question de Jean-Michel Nicolle, président de l'UGEI

« L'enseignement supérieur privé est très impliqué dans l'économie sociale et solidaire, car ce sont majoritairement des associations et des fondations. Ces établissements privés, notamment les 57 Eespig, sont accrédités par des organismes nationaux comme la CTI et évalués par le HCERES. Pourquoi n'ont-ils pas les mêmes droits ? Pourquoi ne peuvent-ils pas délivrer de diplômes nationaux ? Pourquoi leur financement a-t-il baissé de près de 25 % en cinq ans ? »

Hendrik Davi, France insoumise

« Le service public est le point d'appui pour organiser l'ESR autour d'une université nationale et d'EPST solides. Après nous pensons que les financements publics doivent aller aux établissements publics. Les écoles privées ont leur intérêt, notamment dans des niches comme les écoles d'art.



Jean-Michel Nicolle, président de l'UGEI - © Seb Lascoux

Le modèle anglo-saxon, souvent pris en exemple pour ses frais de scolarité élevé, est en faillite. Pas les établissements bien sûr, mai la bulle d'endettement des étudiants est énorme aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Il faut donc conserver l'équilibre que nous avons en France.

Par ailleurs nous souhaitons diminuer la bureaucratisation du secteur en supprimant le HCERES. »

- La reconnaissance des diplômes des écoles privées

« Le problème vient de la loi LRU qui a libéralisé les diplômes en enlevant toute visibilité au système. Avec une université nationale garante des diplômes, on résout ce problème. Ensuite on pourra avoir un système d'équivalence avec les écoles privées. »

Patrick Hetzel, les Républicains



Patrick Hetzel, les Républicains - © Seb Lascoux

« Il a été décidé de porter un concept et un label autour des fameux Eespig. La marque de fabrique de ces établissements c'est qu'ils se situent en tant qu'acteur privé à but non lucratif. Aujourd'hui, et c'est une vraie question, le travail réalisé par ces établissements, montre qu'ils contribuent au service public et il faut le prendre en compte. Il faut évidemment aller plus loin dans une logique de contractualisation et financement avec ces établissements », estime Patrick Hetzel.

Il indique que « la question d'ouvrir les diplômes nationaux, à ces établissements », n'est pas « abordée dans le programme parce qu'elle n'est pas prioritaire ». « Le plus important pour nous est de faire en sorte que l'ESR permette la réussite des étudiants et leur insertion professionnelle », affirme-t-il.

## Rapprochement enseignement public / privé

Question de Jean-Michel Nicolle, président de l'UGEI

« Comment peut-on rapprocher l'enseignement public et privé afin de créer des vraies synergies, et arrêter l'ostracisme qu'on observe parfois ? Notre souhait est de coopérer, mais nous ne sommes pas inclus dans les Comue, et sommes relégués sur un strapontin alors qu'on souhaite s'impliquer. »

Patrick Hetzel, Les Républicains

Pour favoriser les rapprochements, Patrick Hetzel affirme que « la solution est simple, il faut passer par le PIA. Il faut que des financements du PIA prévoit une collaboration public / privé ».

## Un ministère de plein exercice ?

Question de François Cansell, président de la Cdefi

« Dans le cadre de la société de la connaissance, considérez-vous que l'enseignement supérieur et la recherche mérite un ministre de plein exercice et si oui, pourquoi ? », demande François Cansell aux deux représentants des candidats.

Hendrik Davi, France insoumise

« Oui, nous sommes pour un ministère de plein exercice avec trois missions centrales pour l'ESR :

- la production de savoirs ;
  - assurer de bonnes conditions pour avoir un transfert de ce savoir ;

- assurer la diffusion de ce savoir.

Nous souhaitons augmenter de 5 Md€ par an le budget de l'ESR en supprimant le CIR. La France est très loin des 3 % du PIB de dépense en R&D. Avec 5 Md€ en plus par an, on passe à 1 % d'investissement public contre 0,8 % aujourd'hui ».

- Comment gérer les problématiques de l'interministérialité ?

« Si nous avons une vision d'ensemble, on doit être capable au niveau interministériel de se donner les moyens. Aujourd'hui chaque ministère joue son petit jeu. Il faut sortir de ces guerres de chapelle, avec une vision d'ensemble, on arriverait à faire dialoguer les ministères ».

Patrick Heztel, Les Républicains

« François Fillon a été ministre plein de l'ESR quand il était membre du gouvernement, puis en tant que Premier ministre, il a voulu un ministère ESR plein », indique Patrick Heztel. Il souligne que le candidat des Républicains a « une équipe spécifique dédiée à l'ESR avec des personnes issues de la société civile et des personnalités politiques qui travaillent sur cette thématiques ».

« Vouloir un ministère plein ne veut pas dire que les ministères de l'éducation nationale et celui de l'ESR ne travaillent pas ensemble, mais il y a des sujets spécifiques à l'ESR qui méritent d'être traités spécifiquement. Thierry Mandon est en position de secrétaire d'Etat, et perd les arbitrages face à l'Education nationale ».

- L'interministériel

Sur la question de l'interministériel, Patrick Heztel indique ne pas « remettre en cause la loi Fioraso. Nous étions favorable à ce que l'ESR soit en co-tutelle des autres ministères. Cependant, la situation n'a pas beaucoup bougé. Pour que la situation évolue, il faut une volonté à minima du Premier ministre. On voit bien que sur certains sites, comme à Saclay, chaque ministère joue sa partition. »

« Cependant, nous ne sommes pas favorables au fait que les écoles sous tutelle des ministères de la défense, de l'agriculture, etc. soient directement et uniquement sous la tutelle de l'ESR parce qu'il y a des questions de filières et la proximité est essentielle y compris avec les organismes de recherche ».

## **Autonomie des établissements et visibilité internationale**

Question de François Germinet, CPU

« La CPU est la conférence des universités insoumises, puisque autonomes, républicaines, forcément, puisqu'au service de l'Etat, en marche vers un futur désirable.

Les universités sont des acteurs du système français mais aussi international. On a, au quotidien, ce souci d'articuler la couverture des besoins nationaux et la nécessité d'être des championnes internationales.

La question se décline en trois éléments : territoire, budget et capacité d'action.

- Comment on articule notre mission de proximité auprès des bacheliers, des TPE, des PME et en même temps l'internationalisation de la formation ? Aujourd'hui, quatre millions d'étudiants se déplacent à l'international et ils seront huit millions en 2025. Il y a des mouvements, voire un marché, de l'éducation. La recherche et l'innovation sont également complètement internationalisées.
- Sur les ressources, comment on articule une politique d'Etat avec des stratégies d'universités autonomes ayant la capacité de développer des ressources propres ?
- Comment articule-t-on les cadrages nationaux avec des autonomies de recherche et de formation ? Comment articule-t-on l'évaluation de la recherche nationale, le cadrage, national des diplômes, et localement, une capacité à recruter ses collègues, à les promouvoir et à créer des formations. Les universités n'ont pas d'autonomie pédagogique ou très peu. Elles n'ont pas l'autonomie de choisir les modalités d'examen ni de recrutement de leurs étudiants.

Comment comptez-vous réaliser cette articulation entre les besoins de la nation et les stratégies locales des universités qui se déclinent en territoire, ressources et capacité d'action ? »

Hendrik Davi, la France insoumise

« Le sujet est vaste ! On demande aux universités d'être à la fois des champions internationaux et d'être au service de la petite PME du coin, ce sont des injonctions contradictoires.



Nous sommes pour un moratoire sur les Comue

Je pense qu'il ne faut pas voir l'ESR comme un marché international. Le savoir ne peut pas être un produit comme les autres. Nous sommes attractifs. Nous recrutons beaucoup d'étrangers parmi nos doctorants et nos chercheurs car notre statut de chercheur fonctionnaire est attractif. Il faut jouer dessus.

Sur le côté local, nous sommes pour un moratoire sur les Comue. Nous ne pensons pas que ce soit en réunissant physiquement les acteurs que l'on résout les problèmes de transfert. Il faut travailler par filière au niveau national. Il faut un service public indépendant, des instituts pour faire le transfert de connaissances, par filière nationale ».

Patrick Hetzel, les Républicains

« Il faut aller plus loin dans l'autonomie, passer d'une logique de contrôle a priori au contrôle a posteriori. Il faut aussi sortir d'une logique qui a prévalu avec les Comue où on pensait structure avant projet, et revenir sur les projets pour être au rendez-vous de l'ESR dans la compétition internationale, avec une possibilité de recruter des enseignants, avec un label CNU pour fixer un standard international et de certification », indique Patrick Hetzel.



François Germinet, CPU - © Seb Lascoux

Son projet est de « garder aujourd'hui la qualification pour accéder au statut de maître de conférences pour stabiliser le système à l'échelon nationale et puis quand une personne souhaite devenir professeur, le processus ne peut pas se faire dans son université mais à l'extérieur ».

Sur la question des moyens, « il faut avoir conscience que nous sommes dans une situation budgétaire telle qu'on ne peut pas mobiliser les deniers du contribuable français. Il ne faut pas par ailleurs que la venue des étudiants étrangers (hors UE) soit payée par les contribuables français, il faut les faire payer plus cher ».

## Diversité sociale

Question d'Anne-Lucie Wack, présidente de la CGE

Anne-Lucie Wack pose la question de l'ouverture sociale, de la mixité et de la cohésion sociale :

« C'est un problème qui se génère bien en amont, dès le primaire. Il faut faire de l'inclusion sociale une grande clause nationale. Pourquoi on ne change pas d'échelle dès maintenant. On parle d'encadrement qui marche, des Cordées de la réussite. On sait comment donner l'information, pourquoi on ne se retrousse pas les manches maintenant ? »

Question de François Cansell, président de la Cdefi



François Cansell, président de la Cdefi - © Seb Las-coux

« La Cdefi est très attentive à la sensibilisation des jeunes femmes aux carrières scientifiques et technologiques. Les écoles d'ingénieurs ont dans leur génome d'aller de la connaissance vers l'industrialisation, et les produits et services doivent être pensés autant par les femmes que les hommes. Est-ce que ce point est retenu dans vos propositions ? »

Hendrik Davi, France insoumise

« Nous proposons de mieux accueillir les étudiants, tous les étudiants, en dépensant 5 Md€ en plus par an et en réduisant la charge d'enseignement des enseignants-chercheurs de 192 heures à 160 heures. Cela pour avoir un meilleur taux d'encadrement.

Ensuite, nous pensons que la diversité sociale se joue d'abord à l'école, au lycée. Nous proposons une refonte de la carte scolaire pour forcer plus de mixité sociale.

ité sociale.

Il faut également insister sur la question de la formation tout au long de la vie qui entraînera plus de mixité sociale. Il faut que cela soit beaucoup plus facile.

Enfin, il faut former, les enseignants et les conseillers d'orientation afin d'éviter les discriminations sociales. Il faut arrêter de dissuader les enfants des classes populaires ! Au contraire, il faut les encourager à faire les meilleures études ».

Patrick Hetzel, Les Républicains

« La question de la mixité sociale est une question importante. Dans notre programme, nous prévoyons que la dernière année de classe de maternelle soit incluse à l'école primaire. Il y a tout un travail à faire pour que nos jeunes aient une ambition mais il faut faire attention de ne pas rentrer dans une logique où l'on voudrait pousser tout le monde à entrée dans l'enseignement supérieur », déclare Patrick Hetzel.

Il poursuit avec l'idée qu'en France « nous avons une chance avec les métiers manuels, n'oublions pas les métiers de l'artisanat, les métiers en apprentissage qui sont des atouts. »

Il évoque également la VAE « qui est aujourd'hui un point extrêmement faible » et enjoint à ne pas « opposer enseignement supérieur et entreprises » :

« Les établissements d'ESR ont un rôle à jouer dans la création et la diffusion des connaissances mais ce n'est pas le seul lieu, les entreprises sont aussi un lieu de recherche et de formation. Il faut inciter à un plus grand rapprochement. »

---

© News Tank 2017 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »